

LETTRE OUVERTE DES ÉDITEURS DE PRESSE AUX GOUVERNEMENTS EUROPÉENS**Il est temps d'agir et de soutenir le droit voisin de l'éditeur.**

La réforme du droit d'auteur européen, en cours de discussion actuellement entre les gouvernements et le Parlement européen, pourrait stimuler le journalisme professionnel en permettant aux éditeurs de presse, grands et petits, de monétiser leur précieux contenu en ligne.

Si vous voulez un avenir durable pour notre presse professionnelle et indépendante, si vous voulez un contenu de qualité et vérifié, si vous voulez que les éditeurs puissent investir dans le journalisme professionnel, si vous êtes alarmés, comme nous,

par la perspective de pages blanches, il est maintenant temps d'agir et de soutenir le droit voisin de l'éditeur (article 11) tel qu'il a été largement adopté le 12 septembre dans le

texte du Parlement européen. C'est une étape essentielle pour la diversité et le pluralisme futurs de la presse européenne qui sous-tendent notre démocratie.

Vous subissez actuellement des pressions de la part des monolithes numériques, afin d'affaiblir le droit des éditeurs de presse d'une manière qui légitimerait en réalité les pratiques prédatrices auxquelles il vise à mettre fin.

Certains moteurs de recherche, agrégateurs d'informations et autres sociétés dont le modèle économique repose sur l'utilisation des contenus de valeur des éditeurs de presse sans autorisation ni rémunération, ne souhaitent pas que les régulateurs européens adoptent un droit effectif pour les éditeurs.

La réforme en cours doit remédier au déséquilibre actuel des positions de négociation en-

tre la presse et les plateformes.

L'écosystème numérique doit fonctionner équitablement pour tous: les créateurs de contenu, les distributeurs et les consommateurs, et pas seulement pour les quelques géants puissants et dominants d'internet.

L'approbation du droit voisin de l'éditeur, tel qu'il figure dans le texte du Parlement européen, serait l'occasion de promouvoir l'investissement dans le journalisme professionnel et d'assurer l'avenir d'une presse libre et indépendante.

L'Europe ne peut se permettre de renoncer à sa souveraineté en affaiblissant le rôle de la presse dans le débat démocratique.

EUROPEAN NEWSPAPER PUBLISHER'S ASSOCIATION (ENPA) & EUROPEAN MAGAZINE MEDIA ASSOCIATION (EMMA)